

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE  
75014 PARIS - FRANCE  
TÉL 325-36-74  
C. C. P. 1248-74 PARIS

D 280 AMÉRIQUE LATINE: LES DIFFÉRENTES CATÉGORIES DE  
CHRETIENS

Dans le cadre de la préparation de la deuxième séance du Tribunal Russell II, qui s'est tenue à Rome du 10 au 17 janvier 1976 pour juger la répression en Amérique latine et le rôle joué par les sociétés multinationales, une étude a été réalisée portant sur le rôle des Eglises en Amérique latine. Intitulée "La pénétration impérialiste dans les Eglises latino-américaines", elle présente essentiellement, après une introduction historique, la stratégie de l'impérialisme nord-américain vis-à-vis des Eglises et la façon dont les chrétiens réagissent. Texte inédit.

Nous donnons ici le passage, tiré de l'introduction, qui décrit les différentes catégories de chrétiens telles qu'elles se définissent par rapport au problème politique du continent.

(Note DIAL)

TYPOLOGIE DES CHRETIENS LATINO-AMERICAINS

On peut classer les chrétiens des années 60, qui agissent plus ou moins en lien avec les structures ecclésiastiques, en trois catégories: les chrétiens conservateurs, les partisans de la troisième voie et les révolutionnaires.

Cette typologie est certainement très schématique. Elle ne tient pas compte d'aspects déterminants du christianisme, comme par exemple la religiosité populaire - un phénomène religieux relativement important, surtout dans les populations métisses et indigènes, indépendant de la hiérarchie - ou les différentes formes charismatiques issues de la pénétration pentecôtiste, ainsi que certains rites religieux d'origine africaine.

Les trois catégories énoncées plus haut se réfèrent essentiellement à la dimension sociale et politique de la foi, et elles permettent de mieux comprendre la réaction des chrétiens poursuivis par l'impérialisme, comme nous le verrons plus loin.

Les secteurs conservateurs, franchement réactionnaires en politique, s'en tenaient à la pratique religieuse traditionnelle et, à mesure que la révolution avançait dans certains pays, ils se radicalisaient en adoptant des positions idéologiques de type réactionnaire qui recevaient l'aide des mouvements intégristes comme "Tradition, Famille et Propriété" et l'appui de l'Opus Dei. Ces chrétiens constituaient la survivance de l'ancienne collusion entre l'Etat colonial et la hiérarchie catholique - encore qu'il faille reconnaître les limites institutionnelles alors imposées à l'Eglise - et, plus tard, au 19<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire une fois réalisée l'indépendance politique, entre le parti conservateur confes-

sionnel et l'Eglise. Ce schéma s'est répété sur pratiquement l'ensemble du continent. Ces positions perdirent quelque peu de leur force à mesure que grandissait le christianisme social, essentiellement basé sur les encycliques sociales, qui débutèrent avec Léon XIII en 1891, et sur le catholicisme social de l'Europe d'après-guerre, pour aboutir à son expression politique de la Démocratie chrétienne dans certains pays comme le Chili et le Venezuela.

Issu des éléments jeunes les plus ouverts dans les partis conservateurs, ce courant politique était prédominant dans les groupes chrétiens de la troisième voie. Il reçut une importante aide financière des églises européennes, d'Allemagne surtout (Misereor), et de la CIA, de façon indirecte ainsi qu'on l'apprendra par la suite. Il faut noter le cas du Centre de développement pour l'Amérique latine (DESAL), à Santiago du Chili, qui a, dans les années 60, compté avec une équipe de techniciens ainsi que sur des fonds considérables, et ouvert des filiales dans presque tous les pays latino-américains. Cela a permis le développement d'un réseau d'organisations chrétiennes (coopératives, centres communautaires, etc.) et le renforcement de syndicats anticommunistes (surtout paysans) parallèles aux syndicats majoritaires contrôlés par les forces de gauche. Ce courant était important au Chili, par exemple, à l'époque où la Démocratie chrétienne parlait de réformes sociales et de "révolution dans la liberté", quand Frei était au pouvoir (1964-1970) et qu'il parvint de fait à en réaliser partiellement quelques-unes, comme la réforme agraire, soutenue par l'Alliance pour le progrès du président Kennedy. Mais plus tard, certains démocrates-chrétiens se radicalisèrent et proposèrent un "socialisme communautaire et démocratique". C'est le cas de l'Uruguay où la Démocratie chrétienne se rallia au Front élargi qui comportait les communistes et présentait, comme candidat aux élections présidentielles, Liber Seregni vaincu en 1971. Ainsi en fut-il de même avec Tomic, le candidat démocrate-chrétien battu par Allende en 1970 et le porte-parole des partisans radicalisés de la troisième voie. Au Venezuela, cependant, le démocrate-chrétien Rafael Caldera arrivait à la même époque au pouvoir et parlait de "changement social", mais dans une perspective nettement centriste.

Ce courant politique a pour programme la recherche d'une voie moyenne entre le capitalisme et le socialisme, voie moyenne qui constitue de fait une base idéologique contraire aux positions révolutionnaires. Au Chili, par exemple, les chrétiens réformistes se raidissaient à mesure qu'avancait l'expérience de "socialisme marxiste" d'Allende, au point de se confondre, à la fin, avec la droite séditeuse dans son opposition au régime. Les chrétiens de cette catégorie sont plus perméables à l'idéologie bourgeoise camouflée de réformisme, qui fait pénétrer dans leurs consciences une série de valeurs morales mais abstraites (telles que la démocratie, la liberté, la participation, la non-violence, etc.) aboutissant à des blocages mentaux, lesquels les empêchent de participer au processus révolutionnaire. L'épreuve du feu fut pour eux le Chili: ce pays a vécu une expérience qui, bien que comportant certains éléments discutables, visait cependant à l'établissement concret du socialisme (que certains démocrates-chrétiens, minoritaires, disaient professer) ou, pour le moins, à la réalisation de réformes réclamées par tous. Mais au moment décisif et sous prétexte de défendre la démocratie et la liberté, la grande majorité d'entre eux s'unirent activement ou passivement à la réaction qui était guidée par l'impérialisme et qui a, sans doute pour de nombreuses années, supprimé toute liberté dans ce pays.

La troisième catégorie, celle des chrétiens de gauche, fait son apparition sur tout le continent latino-américain au commencement de la décennie des années 60, comme par exemple le mouvement universitaire catholique qui donne naissance au Brésil à l'Action populaire, et Camillo Torres qui fonde en Colombie le Front uni. Mais ce courant du christianisme social prend davantage de développement dans l'Eglise à la suite de la Conférence de Medellin (1968), après que, durant le Concile Vatican II, quelques évêques du Tiers-monde, ayant à leur tête dom Helder Camara, eussent pris position en faveur du socialisme. Postérieurement surgissent des mouvements de prêtres comme "Golconda" en Colombie, "Prêtres pour le Tiers-monde" en Argentine, ainsi que le groupe "Onis" au Pérou qui opte également pour le socialisme. C'est aussi le cas du mouvement oecuménique "ISAL" qui se développe dans tout le continent.

A la même époque prend corps en divers pays la "théologie de la libération", un courant de pensée spécifiquement latino-américain, indépendant pour la première fois de la théologie européenne, dont le point de départ est l'analyse économique, politique et culturelle des réalités continentales réclamée par la pratique sociale des chrétiens.

Au Chili, comme en divers autres pays, ce courant débouche sur un mouvement nouveau: "Les chrétiens pour le socialisme". Il est constitué de chrétiens qui, dans le cas du Chili par exemple, déçus par l'échec de l'expérience de Frei comme révolution, rejettent la solution de la troisième voie basée sur ce qu'on appelle la doctrine sociale de l'Eglise, car cette solution politique est considérée comme trompeuse et largement orientée non point vers la libération des masses mais vers leur maintien sous un régime d'exploitation plusieurs fois séculaire.

Pour les chrétiens de gauche, le choix est uniquement entre capitalisme et socialisme, et c'est en fonction de ce dernier projet politique que doivent s'unir chrétiens et marxistes. Ils ne font pas découler ce projet de la foi, mais d'une analyse qu'ils veulent scientifique et authentifiée par la praxis. Mais ils affirment que la foi dans le Christ passe par la médiation de la politique, c'est-à-dire, dans ce cas, par un engagement historique envers la classe ouvrière et sa libération. La rencontre latino-américaine des "chrétiens pour le socialisme", qui s'est tenue à Santiago du Chili en avril 1972 (1), a été considérée avec réticence par la hiérarchie, mais elle a eu un retentissement considérable en Amérique latine et dans certains pays d'Europe. Les chrétiens - catholiques et évangéliques - recevaient l'aval du processus révolutionnaire commencé avec le triomphe d'Allende en 1970.

L'importance de ce nouveau courant chrétien ne se limitait pas seulement au fait qu'au sein de la gauche ils offraient une collaboration d'un certain poids aux partis dans lesquels militaient des chrétiens, ce qui donnait un net caractère pluraliste à la lutte pour le socialisme; mais son importance venait surtout du rejet de la position réformiste qui était, de droit ou en fait, présentée comme découlant de l'évangile, en retirant au centrisme de la troisième voie sa force idéologique de légitimation, dont le discours dominant présentait la lutte des classes comme incompatible avec l'évangile parce que alimentée par la haine et débouchant sur la violence (violence qui viendrait des opprimés!). De la sorte, ces chrétiens parvenaient dans une certaine mesure à retirer au capitalisme, dans sa tentative réformiste, sa justification idéolo-

gique et contribuaient à la mobilisation de la classe ouvrière et de certains groupes de la petite bourgeoisie.

L'existence de ce courant chrétien, qui revêt diverses appellations sur l'ensemble du continent - courant minoritaire, mais bénéficiant du poids des prêtres et des pasteurs engagés aux côtés des plus pauvres et appuyés par des théologiens de renom -, a fait, du moins dans une certaine mesure, que la hiérarchie prît une attitude de neutralité pour les élections chiliennes de 1970 et offrît sa collaboration au gouvernement de l'Unité populaire en entretenant de bonnes relations avec lui. De même pour l'Uruguay, en 1971, les évêques laissèrent toute liberté aux chrétiens pour les élections auxquelles se présentait un candidat soutenu par les forces marxistes. Il est évident que les rapports entre évêques et chrétiens engagés dans les luttes du peuple ne furent guère faciles. Mais elles ne débouchèrent jamais sur une rupture: les évêques, d'une part, acceptaient la légitimité - dans certaines limites - du choix socialiste, y compris marxiste, et les "chrétiens pour le socialisme" ou d'autres mouvements similaires, d'autre part, ne voulaient pas rompre avec la hiérarchie et les églises pour des raisons théologiques et aussi politiques.

En effet, en Amérique latine, la grande majorité des prêtres catholiques et des pasteurs protestants des communautés de base engagées politiquement avec les travailleurs et les paysans, demeurent liés aux institutions ecclésiastiques et croient en la nécessité de l'unité autour de la hiérarchie et des communautés, comme signe d'unité de l'Eglise du Christ. Ils savent aussi que l'influence de l'Eglise hiérarchique est encore forte auprès des masses des pays latino-américains qui n'en sont pas au même degré de sécularisation et de déchristianisation que l'Europe.

---

(Traduction DIAL)

Abonnement annuel: France 140 F - Etranger 160 F  
(avion: tarif spécial)

Directeur de la publication: Charles ANTOINE

Imprimerie: DIAL, 170 bd du Montparnasse, 75014 Paris

Commission paritaire de presse: n° 56249